

NON AU PACTE DE L'EURO

Nouvelle attaque À LA DÉMOCRATIE

Le 27 Juin, les gouvernements européens, entre eu la France, ils vont ratifier à Bruxelles le plus grande vol socio-économique d'application international soi-disant Pacte de l'euro par lequel les politiques de l'Union européenne ils se mette aux ordres du FMI, du BCE, du BM et de la banque commercial et spéculative pour légiférer sur les matières socio-économiques au-dessus de la souveraineté des États membres.

¿Lors de la ratification du Pacte de l'euro?

- Tous les pays doivent adapter leur législation au dicter des banques, c'est a dire, les pays ne disposent pas de légiférer pour la protection et les intérêts des citoyens et ils le feront pour les grandes sociétés financières.
- Il sera retardé l'âge de la retraite dans tous les pays européens
- Il permettra de réduire le coût des licenciements et à favoriser les ETT. On réduira la fiscalité du travail prétendant favoriser l'embauche des travailleurs donc il va démolir le système de sécurité sociale et introduire le concept de « savant et précaires perpétuelle »
- La congélation de toutes les pensions
- La réduction des avantages sociaux.
- La réduction de la Sécurité sociale.
- La réduction des dépenses consacrées à l'éducation public afin que, de quelle devienne pire, pour promouvoir et favoriser la privatisation.
- L'augmentation des impôts indirects aux citoyens et aux PME

Mais le pacte de l'euro est compatible avec l'augmentation des dépenses militaires et la déclaration de guerre à des pays avec des ressources pétrolières au contre on réduit les pensions, la proximité des salles d'opération, des salles d'hôpitaux et les classe des universités, tout pour augmenter encore le profit des banques et de l'économie spéculative

QUE LA CRISE LA PAYE LES RICHES